COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DOCUMENTATION

FLASH NEWS

7/19

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

APERÇU DU 15/04 AU 03/05/2019

LT / BALTIC MASTER LTD. c. LITUANIE

Droit à un procès équitable - Protection de la propriété - Refus de saisir la Cour de justice d'un renvoi préjudiciel

Violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH.
Irrecevabilité du grief tiré de l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété) en raison de son caractère manifestement mal fondé [article 35 §§ 3 a) et 4 de la CEDH].

La requérante, une société lituanienne, se plaignait du refus de la Cour administrative suprême de poser des questions préjudicielles à la Cour de justice dans le cadre d'un litige en matière de droits de douane. Selon la Cour administrative suprême, l'application correcte du droit de l'Union ne laissait place à aucun doute raisonnable. Par ailleurs, la requérante soutenait que, à la suite de ce refus, elle avait été contrainte au paiement de taxes et d'une amende.

Arrêt du 16.04.2019 (requête n° 55092/16) (EN)
Pas de communiqué de presse

RO / POP ET AUTRES c. ROUMANIE

Protection de la propriété - Droit à un recours effectif - Taxe de pollution concernant des véhicules d'occasion achetés dans des États membres de l'Union

Irrecevabilité des requêtes en raison du non-épuisement des voies de recours internes [article 35 §§ 1 et 4 de la CEDH].

Les requérants, trois ressortissants roumains, avaient dû payer une taxe de pollution en vue de faire immatriculer, en Roumanie, des véhicules d'occasion achetés dans d'autres États membres de l'Union. Ils soutenaient, s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de justice qui l'avait jugée incompatible avec le droit de l'Union (affaires C-402/09 et C-263/10), qu'une telle taxe était discriminatoire. Devant la Cour EDH, ils se plaignaient, notamment, du remboursement incomplet de ladite taxe.

Décision communiquée le 25.04.2019 (requêtes nos 54494/11, 67699/11 et 21251/12) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)

HU / REPCEVIRÁG SZÖVETKEZET c. HONGRIE

Droit à un procès équitable - Action en responsabilité de l'État pour violation du droit de l'Union par une juridiction - Refus de saisir la Cour de justice d'un renvoi préjudiciel

Non-violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH.

La requérante, une société hongroise, se plaignait du refus de plusieurs juridictions hongroises, en particulier la Cour suprême et la Cour constitutionnelle, de poser des questions préjudicielles à la Cour de justice dans le cadre d'une action en responsabilité de l'État engagée en raison de l'application incorrecte du droit de l'Union lors d'une autre procédure introduite par la requérante en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Selon la Cour suprême, les questions n'étaient pas pertinentes ou dépassaient le cadre du litige. À une question, concernant la nécessité d'invoquer l'application incorrecte du droit de l'Union déjà au stade de la procédure à l'origine de l'action en responsabilité de l'État, elle avait répondu elle-même et de manière implicite. Quant à la Cour constitutionnelle, elle avait déclaré irrecevable le recours de la requérante, au motif, notamment, qu'elle n'était pas compétente pour contrôler la saisine ou l'absence de saisine de la Cour de justice par les juridictions ordinaires.

Arrêt du 30.04.2019 (requête n° 70750/14) (EN)
Communiqué de presse (EN)



FR / A.M. c. FRANCE

Interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants - Personne condamnée pour participation à des actes de terrorisme - Expulsion vers l'Algérie

Non-violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants) de la CEDH.

Le requérant, un ressortissant algérien condamné par les juridictions françaises à une peine d'emprisonnement du chef de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme, ainsi qu'à une interdiction définitive du territoire français, alléguait qu'il serait exposé à des traitements inhumains et dégradants en cas d'éloignement vers l'Algérie.

Arrêt du 29.04.2019 (requête nº 12148/18) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)

RO / B.A.A. c. ROUMANIE

Droit à la liberté et à la sûreté - Restrictions aux droits - Mandat d'arrêt européen - Fuite d'une personne soupçonnée de corruption

Irrecevabilité de la requête en raison de son caractère manifestement mal fondé [article 35 §§ 3 a) et 4 de la CEDH].

Le requérant, un ressortissant allemand, homme d'affaires renommé qui avait fait des investissements en Roumanie, contestait la nécessité du mandat d'arrêt européen lancé à son encontre par les autorités roumaines pour des faits de corruption, ainsi que la sévérité de cette mesure. Par ailleurs, il soutenait que son arrestation avait été ordonnée dans le but d'éliminer du marché les sociétés détenues par sa famille.

Décision communiquée le 18.04.2019 (requête nº 70621/16) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)

IS / BJARNI ÁRMANNSSON c. ISLANDE

Ne bis in idem - Infractions fiscales aggravées - Procédures fiscale et pénale

Violation de l'article 4 du Protocole n° 7 (droit à ne pas être jugé ou puni deux fois) à la CEDH.

Le requérant, ancien directeur général de l'une des plus grandes banques d'Islande, avait omis de déclarer d'importants revenus tirés de la vente des parts reçues au moment de quitter son poste. Jugé et condamné par une juridiction pénale après s'être vu infliger une majoration fiscale par les autorités fiscales, le requérant se plaignait d'avoir été jugé et puni deux fois pour la même infraction.

Arrêt du 16.04.2019 (requête nº 72098/14) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)

HR / ADŽIĆ c. CROATIE (n° 2)

Droit à un procès équitable - Droit au respect de la vie privée et familiale - Enlèvement international d'enfants - Garanties procédurales

Violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH.
Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) de la CEDH.

Le requérant, un ressortissant américain résidant aux États-Unis, se plaignait du refus de la Cour constitutionnelle croate d'ordonner le retour de son fils dans le cadre d'une procédure engagée en 2011 en application de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Il alléguait, notamment, que la procédure, dans le cadre de laquelle la Cour constitutionnelle n'avait pris une décision qu'après un arrêt de la Cour EDH concluant à sa durée excessive, avait été inéquitable au motif de l'absence d'audience.

Arrêt du 02.05.2019 (requête nº 19601/16) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)